

JOURNÉE NATIONALE D'ÉCHANGES SUR LE PARCOURS D'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE RÉNOVÉ

Journée animée par Romain VARENE, Eurogroup consulting

18 mars 2019



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

INTRODUCTION

OUVERTURE

2

Pierre-Antoine MOLINA,

Directeur général des étrangers en France (DGEF), ministère de l'intérieur



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

- Eclairage sur les facteurs clés de l'intégration
- Les principales évolutions du contrat d'intégration républicaine (CIR)
- Le nouveau volet emploi du CIR : le parcours d'orientation et d'insertion professionnelle
- Intervention de Christophe CASTANER, ministre de l'intérieur
- Le nouveau volet emploi du CIR (suite) : présentation de projets d'accompagnement vers l'emploi

Pause-déjeuner

- La construction de parcours linguistiques
- Les ateliers « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants » (OEPRE)
- Participer à la vie citoyenne
- La coordination locale, clé de l'efficacité de la politique d'intégration
- Clôture de la journée

INTRODUCTION

ECLAIRAGE SUR LES FACTEURS CLÉS DE L'INTÉGRATION

4

Marie-Hélène AMIEL,

Chef du département des statistiques, des études et de la documentation, Direction générale des étrangers en France (DGEF)



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

L'intégration se mesure-t-elle ?

L'accès au marché du travail

5

Les multiples dimensions de l'intégration

Étudier les trajectoires

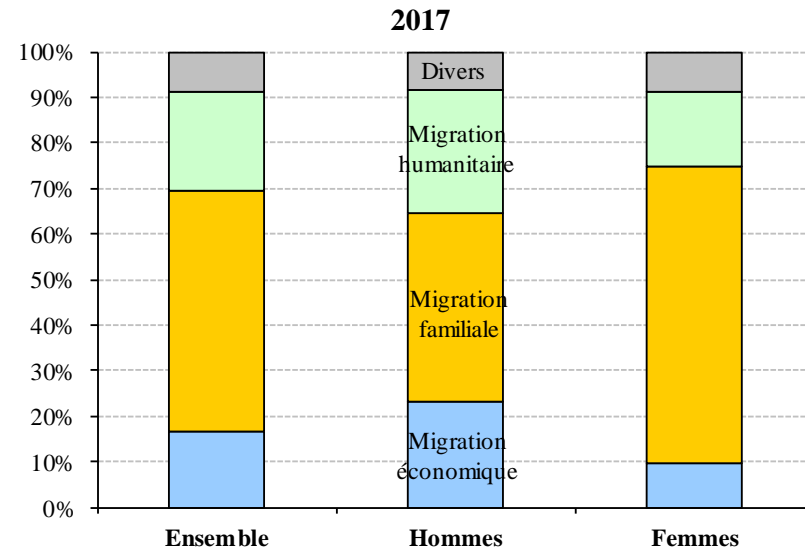
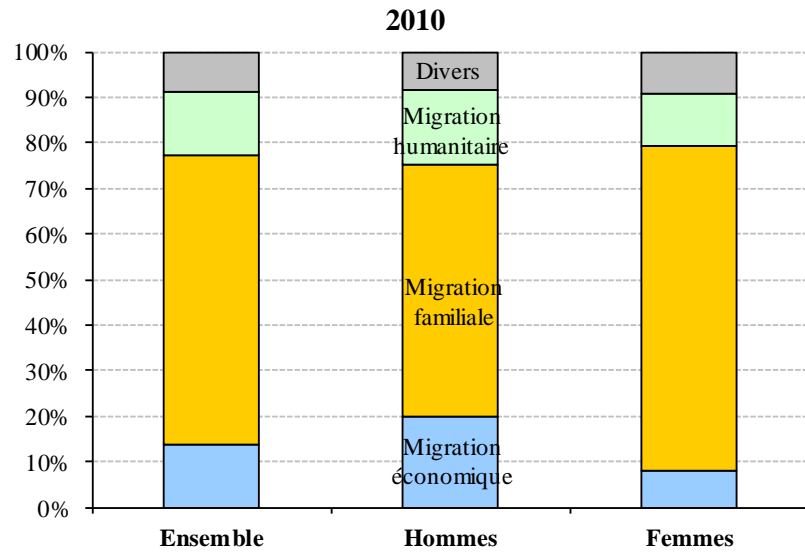
L'enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (ELIPA)

6

2010-2011-2013 pour les signataires du CAI en 2009
(puis ELIPA 2 en 2019-2020-2022 pour les personnes admises au séjour en 2018)

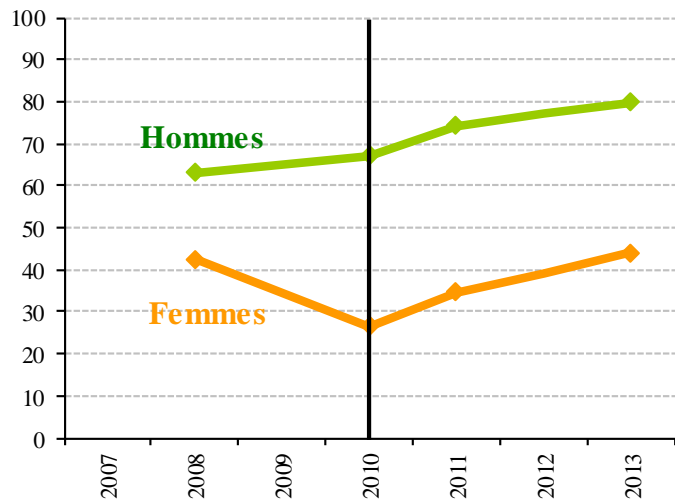
Des motifs d'admission au séjour différenciés pour les hommes et les femmes

7

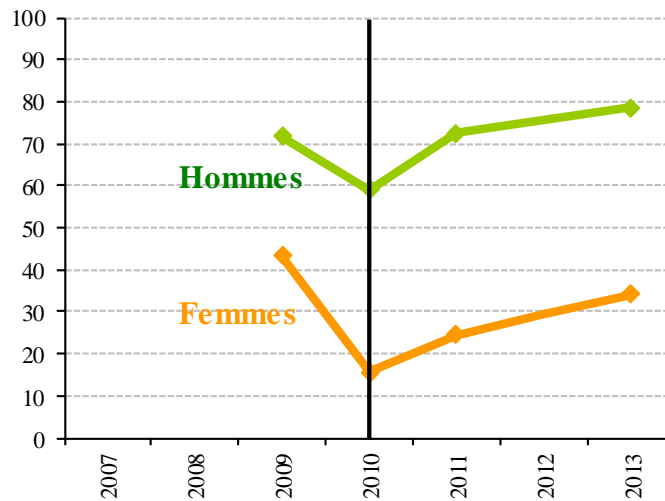


*Les enseignements d'ELIPA :
la migration, rupture dans la trajectoire professionnelle*

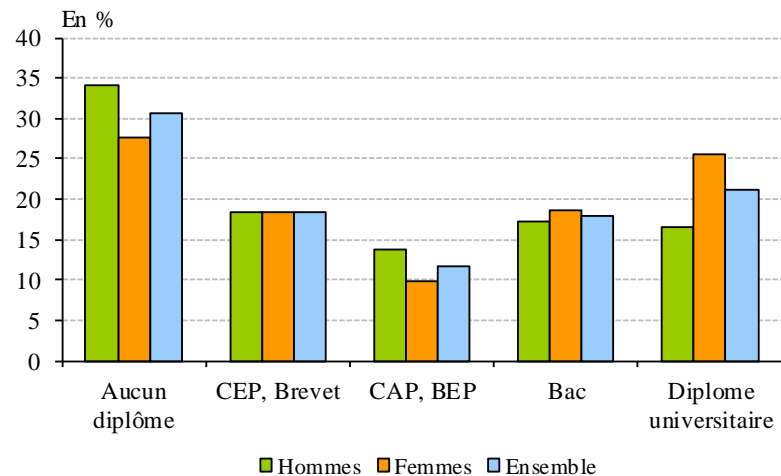
Taux d'emploi (en %)



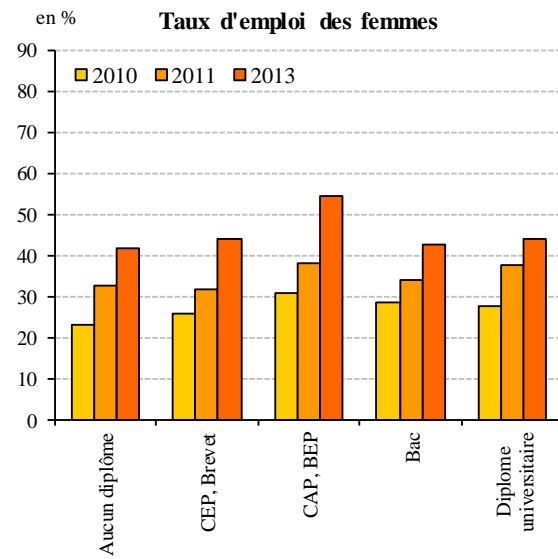
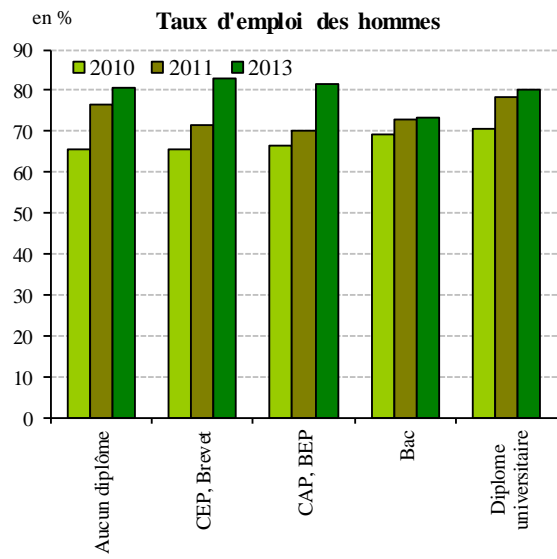
**Taux d'emploi (en %) -
Arrivés en France après 2008**



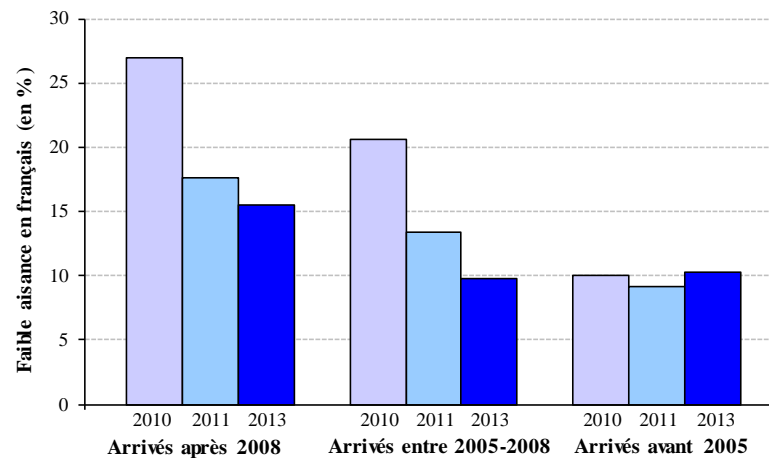
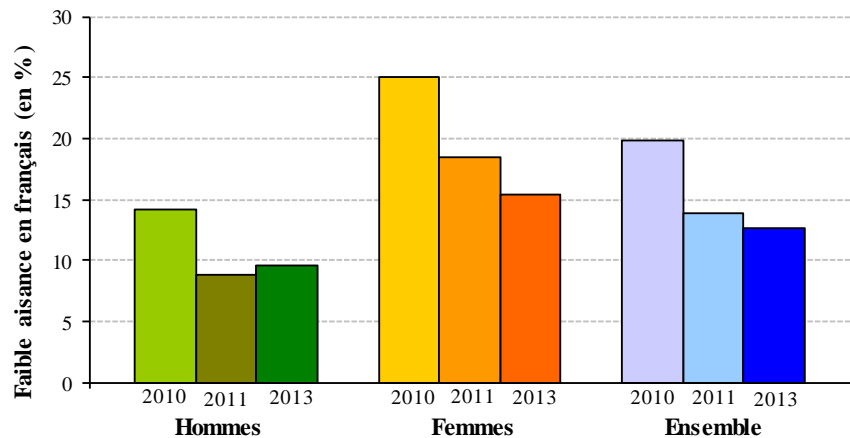
Les femmes primo-arrivantes sont plus diplômées



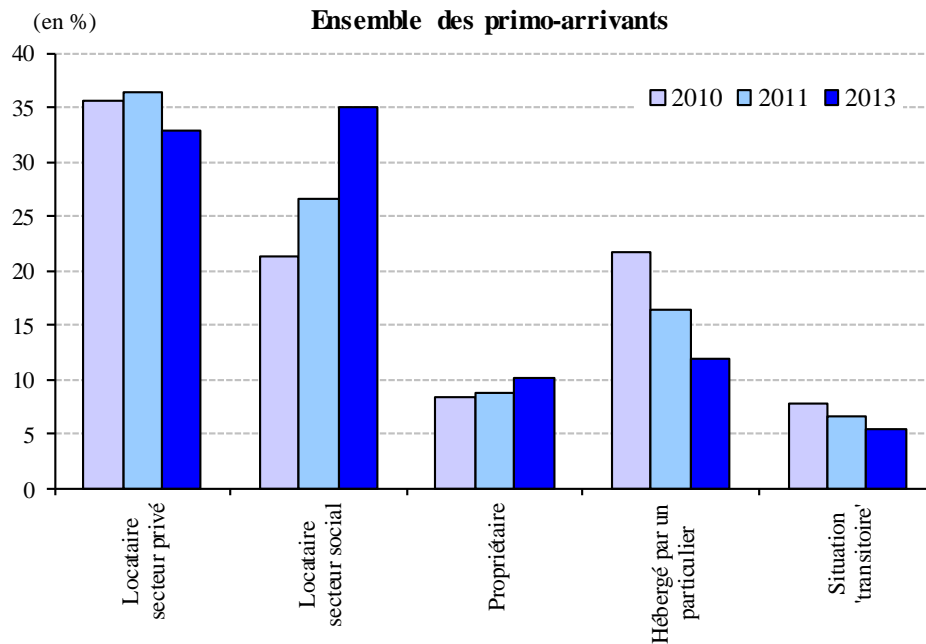
- Primo-arrivants moins diplômés que la population sans lien à la migration (titres de séjour étudiants exclus)
- Femmes primo-arrivantes plus diplômées
- Des avantages qui ne se répercutent pas sur le taux d'emploi des femmes



Avec le temps, de moins en moins de difficultés en français



*Des conditions de logement nettement moins favorables
que dans l'ensemble de la population*



Quels facteurs clés de l'intégration ?

Les enseignements d'une approche comparative : OCDE, Réseau européen des migrations

- > Identifier les obstacles à l'intégration
- > Commencer l'accompagnement le plus tôt possible
- > Lutter contre les discriminations
- > Prendre en compte le monde de l'entreprise
- > Construire sur le long terme

1ère PARTIE

LE NOUVEAU CONTRAT D'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE EST ARRIVÉ !

13



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

1^{ère} PARTIE : LE NOUVEAU CONTRAT D'INTEGRATION REPUBLICAINE EST ARRIVE !

INTRODUCTION

LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DU CONTRAT D'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE (CIR)

14

Agnès FONTANA,

Directrice de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN / DGEF)

Didier LESCHI,

Directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

1^{ère} PARTIE : LE NOUVEAU CONTRAT D'INTEGRATION REPUBLICAINE EST ARRIVE !

TABLE-RONDE

LE NOUVEAU VOLET EMPLOI DU CIR : LE PARCOURS D'ORIENTATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE

15



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

tr@mplin



UNE AMBITION PARTAGÉE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

Martine CLAVEL,

Directrice adjointe de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN / DGEF)

Claire DESCREUX,

Experte de haut niveau "inclusion dans l'emploi", délégation générale à l'emploi et la formation professionnelle (DGEFP)

TABLE RONDE : LE NOUVEAU VOLET EMPLOI DU CIR



L'INSERTION PROFESSIONNELLE DEVIENT UN VOLET DU CIR, IMPLIQUANT L'ARTICULATION ENTRE L'OFII ET LES OPÉRATEURS DU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI

Modération : Emilie PAITIER, adjointe au chef du bureau de l'accompagnement social et professionnel, DAAEN

Avec :

Valérie GILTON, directrice de l'accueil et de l'intégration, OFII

Firmine DURO, directrice des partenariats et de la territorialisation,
Pôle emploi

Serge KROICHVILI, secrétaire général, Union nationale des missions locales

Tatiana JACENKO, responsable du pôle Marketing de l'APEC

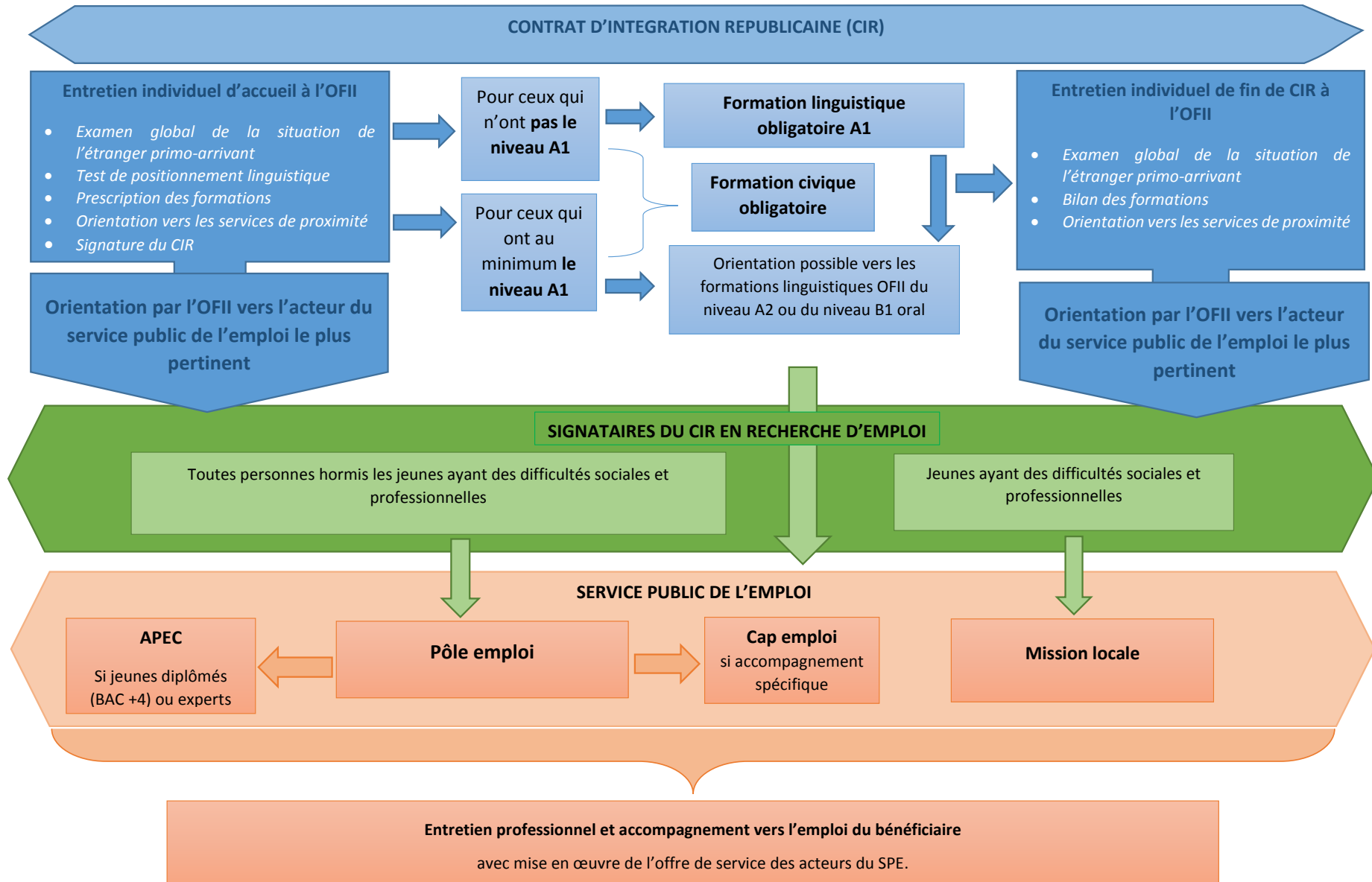
Bérengère CASTELAIN, chargée de mission expertise et développement, Cheops
CAP Emploi



LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE

tremplin

SCHÉMA DU PARCOURS D'ORIENTATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE



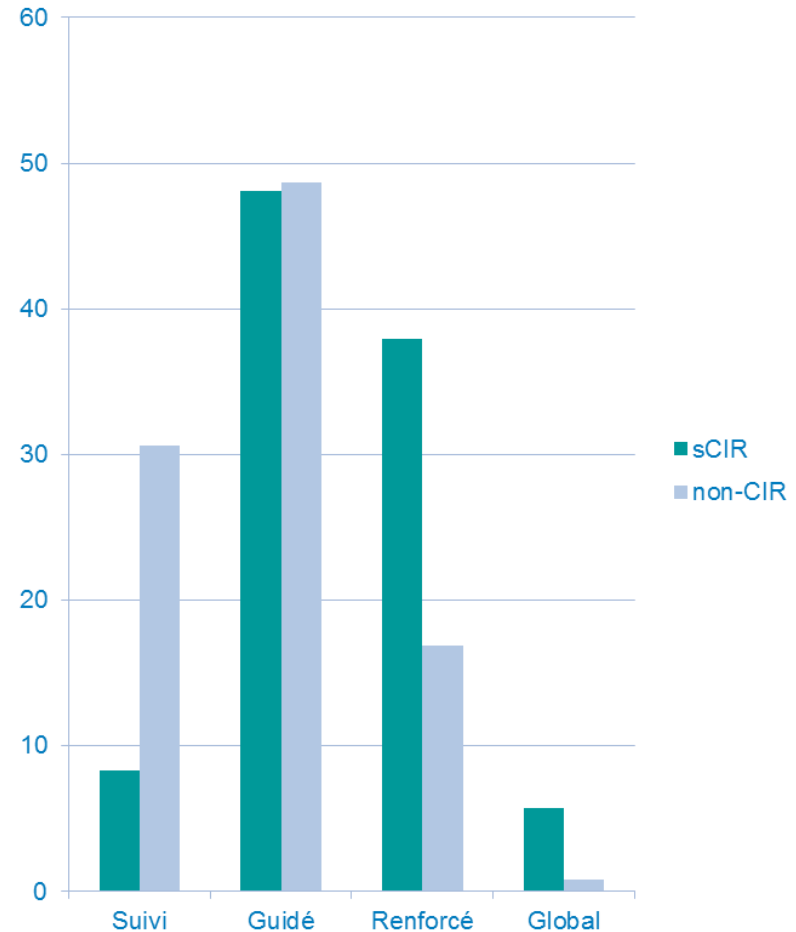
L'ACTION DE PÔLE EMPLOI EN FAVEUR DES SIGNATAIRES DU CONTRAT D'INTEGRATION REPUBLICAINE

18 MARS 2019

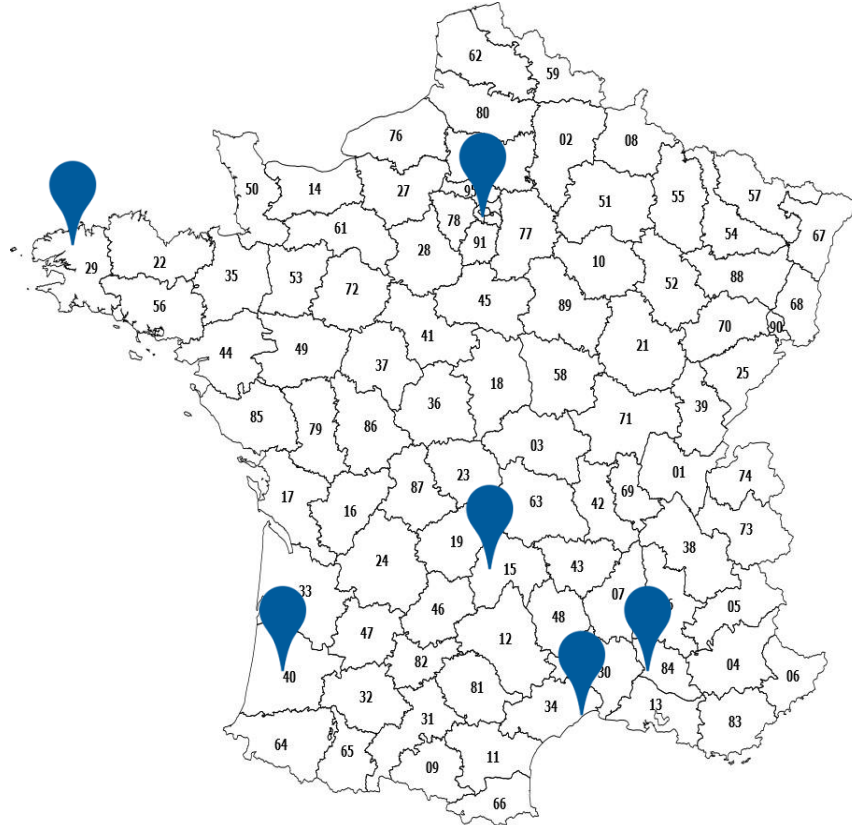
Un service personnalisé en fonction des besoins, au bénéfice des signataires du CIR

54% des signataires du CIR (2017) se sont inscrits à Pôle emploi

- Un accompagnement proposé en priorité à ceux qui en ont le plus besoin, une intensité et un contenu adaptés au niveau d'autonomie de chacun
- Un suivi des demandeurs d'emploi les plus autonomes et proches du marché du travail
- Des services digitaux disponibles pour tous.



Des initiatives menées par Pôle emploi et ses partenaires sur les territoires, pour apporter des solutions complémentaires et adaptées aux besoins



75

Ateliers sectoriels d'inclusion

84

40

Accompagnement de type global avec les partenaires associatifs

15

Construction et financement d'une action de formation spécifique

29

34

Montage et co-financement de formations avec les partenaires conseils régionaux et entreprises



Une pleine implication dans les régions, pour concourir à la réussite du programme HOPE



LE DROIT À L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES PAR LE RÉSEAU DES MISSIONS LOCALES

L'APPROCHE GLOBALE ET PERSONNALISÉE PAR LES MISSIONS LOCALES

Un référent unique pour personnaliser l'accompagnement:

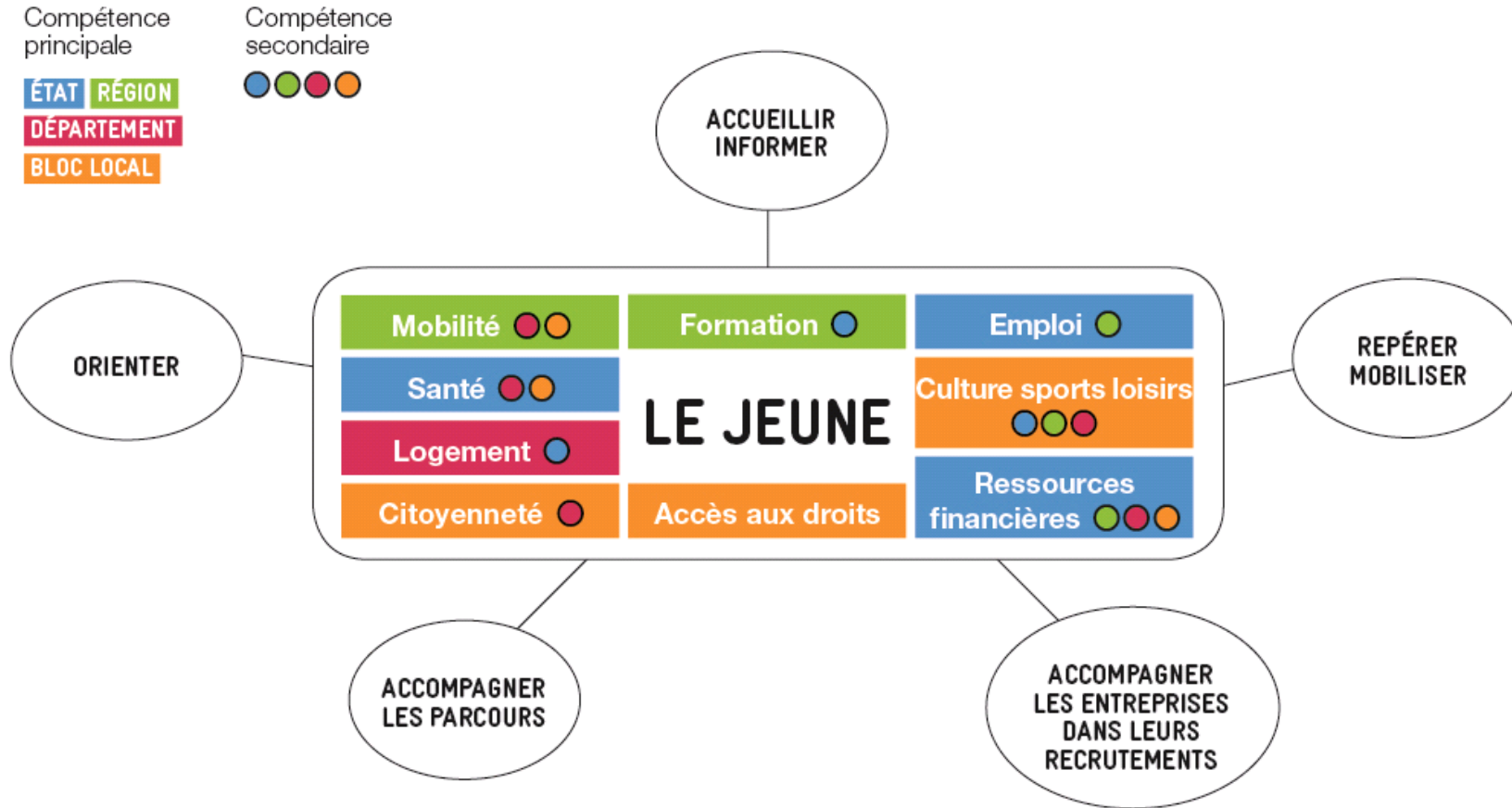
En partant des attentes et demandes du jeune, le conseiller référent élabore avec le jeune un parcours, en définissant des étapes et objectifs partagés, et en mobilisant les ressources internes ou externes à la Mission Locale. Il accompagne le jeune dans toutes les démarches à entreprendre, en assurant l'intermédiation avec les autres acteurs du territoire intervenant dans le parcours.

Un accompagnement global et personnalisé au service de l'accès des jeunes à la vie active et à l'autonomie

Les Missions Locales ont un rôle d'assembler des partenaires de leur territoire dans tous les domaines de la vie quotidienne des jeunes:

Emploi - Formation - Accès aux droits sociaux - Santé - Logement - Ressources - Mobilité - Participation citoyenne – Activités culturelles, sportives et de loisirs

L'OFFRE DE SERVICE DES MISSIONS LOCALES

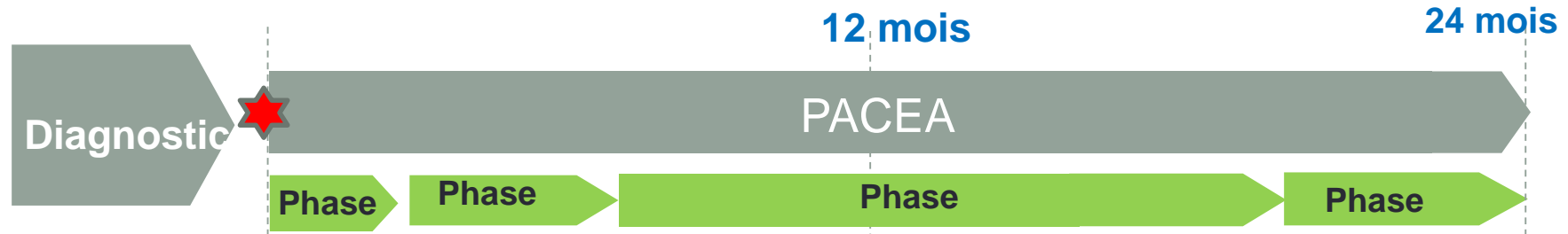


LE DROIT A L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI ET L'AUTONOMIE

L'article 46 de la loi du 8 août 2016 et le décret du 23 décembre 2016 visent à :

- **rénover le droit à un accompagnement vers l'emploi et l'autonomie**, organisé par l'Etat, pour tous les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté et confrontés à un risque d'exclusion professionnelle,
- proposer à travers le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) un **socle unique** vis-à-vis des jeunes, **adaptable** en fonction de sa situation,
- créer un **droit ouvert** à la Garantie jeunes pour tous les jeunes en situation de précarité qui respectent les engagements formalisés dans le cadre de leur parcours contractualisé. Elle constitue une phase intensive du PACEA.
- Le PIAL est également une phase du PACEA, ouvert aux jeunes (16-25 ans), étrangers extra-européens en situation régulière ;

LE PACEA : ACCOMPAGNEMENT DU JEUNE EN MISSION LOCALE



Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives.
Elles s'adaptent à chaque jeune et peuvent varier dans leur nombre, leur durée et leur intensité.

Il existe 5 phases :

- 1) Définir et formaliser son projet personnel et professionnel
- 2) Mettre en œuvre son projet personnel et professionnel
- 3) Accéder à l'autonomie et sécuriser son projet
- 4) La Garantie Jeunes
- 5) Le PIAL

Les phases s'enchaînent et ne peuvent se chevaucher.
Pour chacune des phases, sont définis des objectifs et un plan d'actions avec le jeune.

Typologie nationale des objectifs

- Intégrer des activités sportives ou culturelles dans mon parcours
- Engager des démarches liées à ma santé
- Engager des démarches liées à ma couverture sociale
- Développer ma mobilité
- Engager des démarches liées au logement ou à l'hébergement
- Créer mon activité
- Choisir mon secteur professionnel
- Elaborer mon plan de formation ou d'accès à la qualification
- Mettre à jour ma situation administrative, sociale et fiscale
- Connaître mon bassin d'emploi
- Engager ma recherche d'emploi
- Gérer mon budget
- Faire reconnaître et valoriser mes connaissances et compétences
- Intégrer des actions civiques et citoyennes dans mon parcours
- Engager ma recherche d'un contrat en alternance
- Engager des démarches de retour en formation initiale
- Engager des démarches d'accès aux droits
- Obtenir un niveau minimal de maîtrise de la langue française

FOCUS SUR LA GARANTIE JEUNES

Dispositif expérimenté dès 2013 et généralisé au 1^{er} janvier 2017



Pour qui ?

La Garantie Jeunes est ouverte aux jeunes (16-25 ans) :

- NEET (ni en emploi, ni en étude, ni en formation)
- Avec une absence de soutien financier des parents (dérogation possible)
- Dont les ressources propres sont inférieures à un seuil sur les 3 derniers mois qui précèdent l'entrée en Garantie Jeunes
- Motivés pour s'engager dans la Garantie Jeunes

→ C'est la Mission Locale qui définit l'intégration possible du jeune dans la Garantie Jeunes (diagnostic initial)

Qu'est-ce que c'est ?

Les jeunes intègrent une **promotion Garantie Jeunes**.

La Garantie Jeunes est un **accompagnement intensif de 12 mois** (incompressibles) qui alterne accompagnement collectif et individuel, périodes d'immersion en entreprise (PMSMP) et situations en emploi, alternance, formation, création d'entreprise....

Une allocation

- ✓ **aide mensuelle de 484,82 €** (montant au 1er avril 2018)
- ✓ **cumulable** avec des revenus d'activité tant que ceux-ci ne dépassent pas 300 € net par mois.
- ✓ versée chaque mois sous réserve que le jeune justifie de ses démarches de recherche d'emploi.

= outil d'accompagnement pour que le jeune soit dans des conditions matérielles lui permettant de suivre son parcours.

FOCUS SUR LE PIAL

PARCOURS D'INTÉGRATION PAR L'ACQUISITION DE LA LANGUE

Dispositif en cours de mise en œuvre (instruction du 25/09/2018)

Pour qui ?

Le PIAL est ouvert aux jeunes (16-25 ans) :

- Étrangers extra-européens en situation régulière ;
- Qui ne disposent pas du niveau minimal de maîtrise du français leur permettant une entrée dans les dispositifs d'insertion socio-professionnelle de droit commun et a fortiori au marché du travail.

→ L'orientation des jeunes vers la Mission Locales par les organismes de formation des groupements des opérateurs de formations linguistiques CIR.

Qu'est-ce que c'est ?

Accompagnement de 3 à 6 mois (maximum) contenant :

- Au moins **une formation linguistique obligatoire**, complémentaire à celle du CIR ;
- Une **Allocation systématique de 3 x 484,82 € (1 454 €) pour la durée du PIAL** (sauf si une allocation a été perçue avant dans le cadre du PACEA) ;
- Un **accompagnement individuel PACEA avec la mobilisation de toute l'offre de services de la Mission Locale et de ses partenaires.**



**LES SERVICES APEC
PROPOSÉS AUX CADRES ET
AUX JEUNES DIPLÔMÉ·E·S**



L'APEC EN QUELQUES MOTS ET EN CHIFFRES

SES MISSIONS

- 1** Accompagner les cadres dans leur évolution professionnelle et leur recherche d'emploi et les jeunes diplômés dans l'accès à leur 1^{er} emploi
- 2** Conseiller les entreprises pour optimiser leurs recrutements et la gestion des compétences internes
- 3** Apporter analyses et repères sur les grandes tendances en tant qu'observatoire du marché de l'emploi cadre
- 4** Collecter et diffuser les offres d'emploi cadres



L'Apec est l'un
des 5 opérateurs du
Conseil en
Évolution
Professionnelle



1 cadre sur **3**
et **7** jeunes sur **10**
ont fait appel à l'Apec en 2018



Présenter son Profil Apec
aux **30 000** recruteurs
qui utilisent la base des Profils Apec

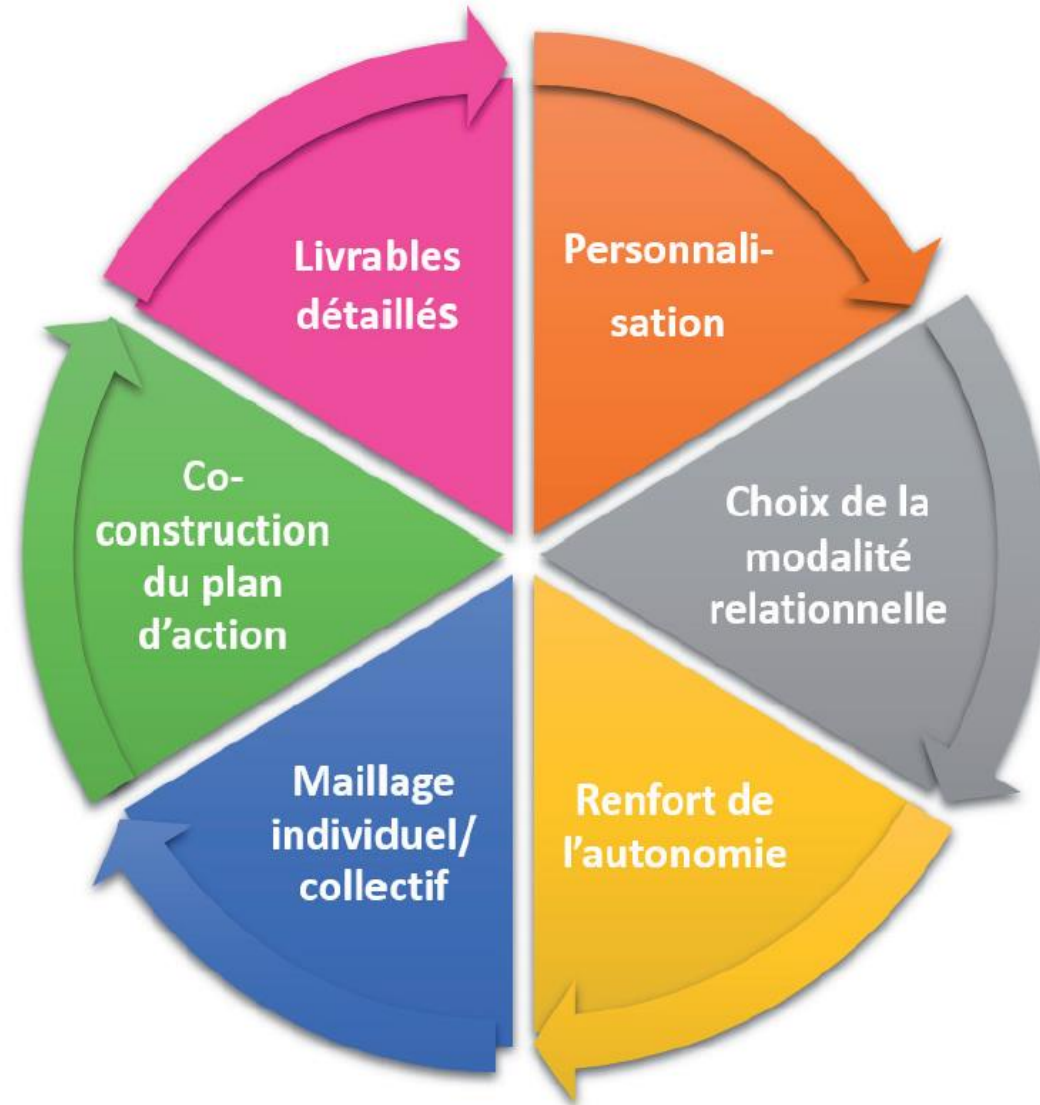
60 000

offres d'emploi
chaque jour sur apec.fr

7
millions de candidatures
générées par la diffusion
d'offres d'emploi sur apec.fr



UNE OFFRE DE SERVICES DE CONSEILS FONDÉE SUR 6 PRINCIPES



Prise de rendez-vous
directement **sur apec.fr**

La capture d'écran montre l'interface de prise de rendez-vous sur le site apec.fr. Elle comprend :

- Le logo Apec et un menu de navigation (OFFRES D'EMPLOI, PROFIL, SERVICES, CARRIÈRE, OBSERVATOIRE DE L'EMPLOI, COMMUNAUTÉ).
- Un progressif de deux étapes, avec la première étape active.
- Le bouton "Prenez rendez-vous en ligne" et la question "Ou souhaitez-vous être reçu(e) ?".
- Un menu déroulant pour sélectionner le "Centre Apec" (Aix-en-Provence).
- Un lien "Planifiez votre rendez-vous dans l'agenda (prévoir 1h d'entretien en moyenne)".
- Un calendrier pour le mois d'avril 2019, avec le mardi 16 avril sélectionné.
- Des options de créneau horaire (09h30, 10h00) et un lien "Cliquez ICI" pour être appelé.

Les Organismes de Placement Spécialisé : OPS

Au 1^{er} janvier 2018, et conformément à la loi travail, les missions de maintien dans l'emploi ont été intégrées au sein des OPS dénommés Cap emploi.

Les Cap emploi sont présents sur l'ensemble du territoire et sont au nombre de 98.

Ils sont financés par : l'AGEFIPH, le FIPHFP et Pôle Emploi

Le pilotage de l'activité est assuré par l'Etat (DGEFP au niveau national et DIRECCTE au niveau régional) et les financeurs .

Les Cap emploi ont une convention de partenariat avec Pôle emploi et accompagnent une partie des demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés : 77 500 nouveaux bénéficiaires en 2018 au niveau national.

Par instruction SPE du 15 juillet 2014, les Cap emploi ont été reconnus **acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE)** au même titre que Pôle emploi et les Missions Locales.

Depuis le 1er janvier 2015, ils sont membres du **Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) et du CREFOP** (à travers l'instance régionale CHEOPS).

Ils sont opérateurs du **Conseil en Evolution Professionnelle** au même titre que Pôle emploi, les Missions Locales, l'APEC et les OPACIF.

Ils ont également un rôle de **prescripteurs** des aides et mesures de droit commun et spécifiques.

Les missions de l'OPS s'adressent :

- **Aux personnes** bénéficiaires de l'obligation d'emploi (article L5212-13 du code du travail) et orientées marché du travail ou en cours de l'être ou prêtes à engager une démarche dans ce sens. Quel que soit leur statut : demandeurs d'emploi, salariés, agents de la fonction publique, travailleurs indépendants
- **Aux employeurs** privés et publics quel que soit leur effectif

Les Organismes de Placement Spécialisé : OPS

L'OPS développe une **expertise dans l'accompagnement et la construction de parcours** pour des publics qui nécessitent un accompagnement spécialisé et renforcé compte tenu de leur handicap.

Compte tenu de son expertise, l'OPS informe, conseille et **accompagne les employeurs** dans leurs problématiques de recrutement et de maintien dans/en emploi.

L'expertise de l'OPS se fonde sur un principe de **compensation** en lien avec le handicap et en **complémentarité** avec le droit commun.

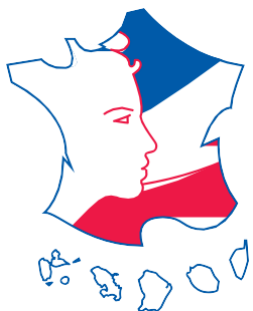
Les organismes de placement spécialisés ont deux grandes missions :

- Accompagnement vers l'emploi
- Accompagnement dans l'emploi

Les plus values de l'OPS :

- **Sécuriser les parcours professionnels** pour faciliter l'accès à l'emploi et prévenir des ruptures
- Proposer **un accompagnement global** auprès des employeurs sur la question de l'emploi et du handicap
- **Gérer les transitions professionnelles** et **garantir le maintien dans l'emploi** des personnes en situation de handicap
- Apporter **une meilleure lisibilité** des services rendus aux personnes et aux employeurs.

CHEOPS, instance de représentation des Cap Emploi au niveau national, représente les OPS auprès des pouvoirs publics, des décideurs économiques et des partenaires sociaux dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des politiques d'insertion et de maintien des personnes en situation de handicap. Elle participe également à la professionnalisation des équipes.



LE PARCOURS D'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE RÉNOVÉ
18 MARS 2019

INTERVENTION

Christophe CASTANER

Ministre de l'intérieur



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**



TABLE RONDE : LE NOUVEAU VOLET EMPLOI DU CIR



L'INSERTION PROFESSIONNELLE S'APPUIE AUSSI SUR LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI

Modération : **Emilie PAITIER**, adjointe au chef du bureau de l'accompagnement social et professionnel, DAAEN

Avec :

Carine VERITE, responsable du pôle cohésion sociale à la DRDJSCS Pays de la Loire,
Emeline CRENN, chargée de mission intégration, DRDJSCS Pays de la Loire et **Stéphanie LEROY**, chargée de mission emploi, DIRECCTE Pays de la Loire

Théo BIDDULPH, chef de projet, Simplon.co, accompagné de **Khalil ASHKAR**, témoin
Pascale GERARD, directrice de l'insertion sociale, AFPA

Pierre DEMORTIERE, directeur, Club régional d'entreprises partenaires de l'insertion (CREPI) Ile-de-France

LE PARCOURS D'INTÉGRATION PAR L'ACQUISITION DE LA LANGUE (PIAL) EN RÉGION PAYS DE LA LOIRE

- > [Instruction du 25 09 2018](#) relative à la mise en œuvre du PIAL par les missions locales en faveur des jeunes étrangers
- > [Définition](#) : sas linguistique et socio-professionnel de 3 à 6 mois mis en œuvre par les missions locales avec les acteurs concernés.
- > [Public](#) : jeunes étrangers extra-européens n'ayant pas le niveau de français permettant d'accéder au droit commun d'insertion professionnelle et au marché du travail.
- > [Financement](#) : BOP 104 : formation linguistique/Plan d'investissement compétences : allocations PIAL (PACEA)
- > [Objectif régional 2018](#) : **119** parcours

DÉPLOIEMENT DU PIAL DANS LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

- Echanges d'information DIRECCTE/DRDJSCS dès juillet 2018
- Mise en réserve de crédits fléchés sur les BOP 104 et 102
- Identification par la DIRECCTE avec les missions locales du nombre de jeunes repérés dans les 5 départements
- Identification via la cartographie DRDJSCS des OF en capacité de mettre en place rapidement une ingénierie de formation
- Information et concertation avec les UD DIRECCTE et DDCS/PP
- Elaboration d'outils communs régionaux (cahier des charges, arrêtés/conventions de financement) mis à disposition des territoires
- Mise en place de comités de pilotage départementaux facilitant la mise en réseau des missions locales et des organismes de formation

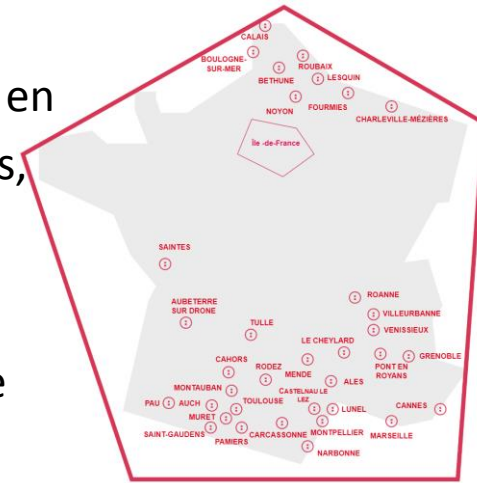
BILAN DU DISPOSITIF

- > 6 missions locales mobilisées
- > 5 organismes de formation linguistique concernés
- > 7 sessions de formation mises en œuvre
- > **78 jeunes** ont intégré le PIAL en décembre 2018
- > Etroite collaboration DIRECCTE/DRDJSCS et mobilisation de tous les acteurs
- > Frein rencontré : identification des jeunes par les missions locales

1 > Simplon.co et Welcode

Simplon.co

- > Simplon.co est un réseau de 69 centres de formation aux métiers numériques en France et à l'international. En presque 6 ans, Simplon a formé 4 500 personnes, avec un taux de sorties positives d'environ 80 %.
- > Simplon.co organise des formations gratuites, qualifiantes, courtes et très intensives aux différents métiers numériques (développeur.se web, métiers de data, intelligence artificielle etc.).

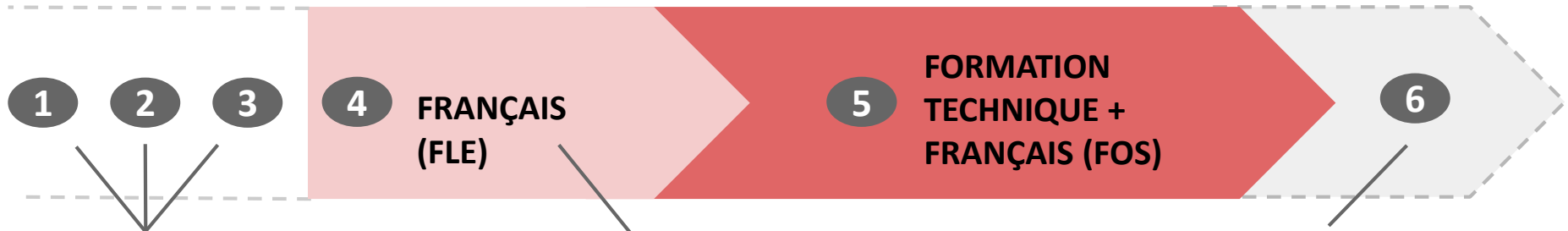


Le projet Welcode

- > Depuis 2016, Simplon.co intègre des personnes réfugiées dans des formations mixtes avec tous nos publics. Aujourd'hui, en partenariat avec le Ministère de l'intérieur et avec un financement du FAMI, nous étendons le projet sur tout le territoire français avec un nouveau public : les primo-arrivant.e.s et ressortissant.e.s de pays tiers.
- > Notre objectif : former 400 personnes, dont 20 % de femmes entre 2018 et 2021.
- > Nous visons 70 % de sorties positives après la formation.



2 > WELCODE, un parcours de formation



41

1. Réunions d'information collective.
Mise en place d'un réseau de sourcing.
2. Codecademy, candidatures en ligne
3. Sessions d'entretiens, individuels et collectifs

- Cours intensifs avant la formation (jusqu'à 160h)
- Cours pendant la formation (4h/semaine - jusqu'à 110h)

A la sortie de la formation :

- CDI, CDD, Alternance
- Poursuite d'études
- Entrepreneuriat

UNE VOIX-E VERS L'EMPLOI

Parcours sociolinguistique innovant pour les primo-arrivants

760 personnes par an sur 3 ans. 8 régions et 19 centres.

Objectifs :

- Acquérir un niveau de langue française suffisant pour évoluer dans un contexte professionnel.
- Connaître le marché du travail.
- Apprendre à valoriser les compétences professionnelles ou qualifications acquises dans le pays d'origine.
- Se construire un réseau relationnel et s'appropriier les techniques de recherche d'emploi.

Contenus : 4 modules et un bilan linguistique et professionnel initial :



UNE VOIX-E VERS L'EMPLOI

Parcours de professionnalisation des acteurs de l'accueil et de l'intégration

160 personnes par an sur 3 ans. 8 régions et 19 centres.

Objectifs :

- Développer leurs connaissances sur les sujets emploi-formation.
- Structurer et consolider les relations partenariales en organisant l'échange de pratiques.
- S'approprier les concepts clés du conseil en évolution Professionnelle.

Contenus :

<p>ATELIER 1</p> <p>Construire une représentation partagée des dispositifs emploi/formation</p> <p>7 heures</p>	<p>ATELIER 2</p> <p>Consolider ses compétences emploi/formation</p> <p>7 heures</p>	<p>ATELIER 3</p> <p>Échanger entre pairs</p> <p>4 heures</p>	<p>ATELIER 4</p> <p>Accompagner en s'appuyant sur son réseau</p> <p>7 heures</p>
--	--	---	---

UNE VOIX-E VERS L'EMPLOI

Premiers éléments statistiques sur les 5 premiers mois du programme

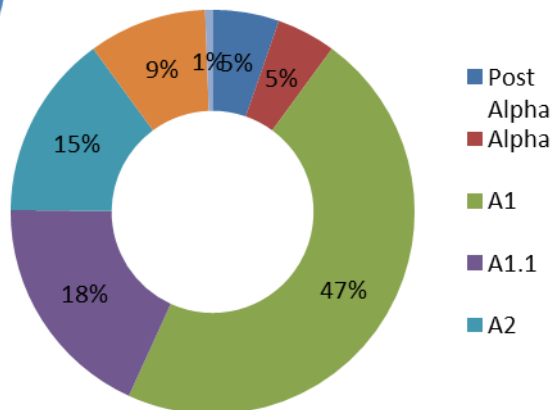
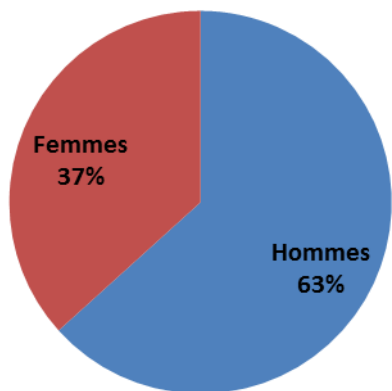
Primo-arrivants :

23 sessions / 220 personnes accueillies (62 parcours achevés).

43 nationalités

67 % ont moins de 35 ans.

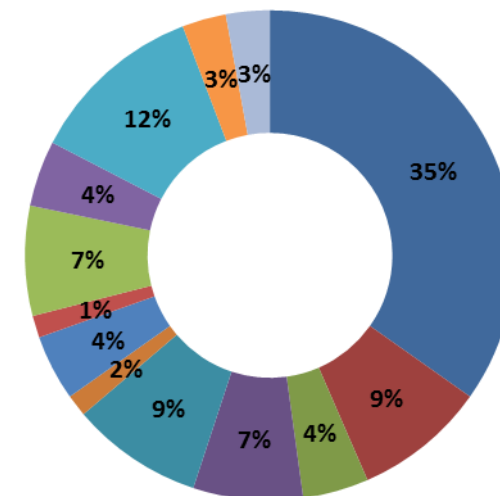
64 % d'entre ont un niveau infra 3 (anciennement V).



Professionnels :

9 sessions

69 personnes accueillies (30 parcours achevés)



Destination Emploi

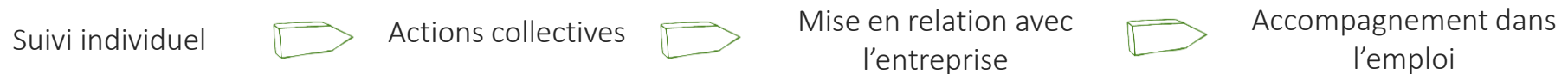
La contribution du Réseau CREPI à la politique nationale d'accueil et d'intégration professionnelle des personnes étrangères primo-arrivantes

Objectifs



- + Mettre en place une **méthode d'accompagnement spécifique** pour les étrangers primo-arrivants
- + **Mobiliser les entreprises** en faveur de ces personnes et faciliter leur accès à l'emploi

Un accompagnement sur-mesure



Etat des lieux 2018

5

CREPI mobilisés
en 2018

39

personnes en cours
d'accompagnement

38

entreprises
mobilisées

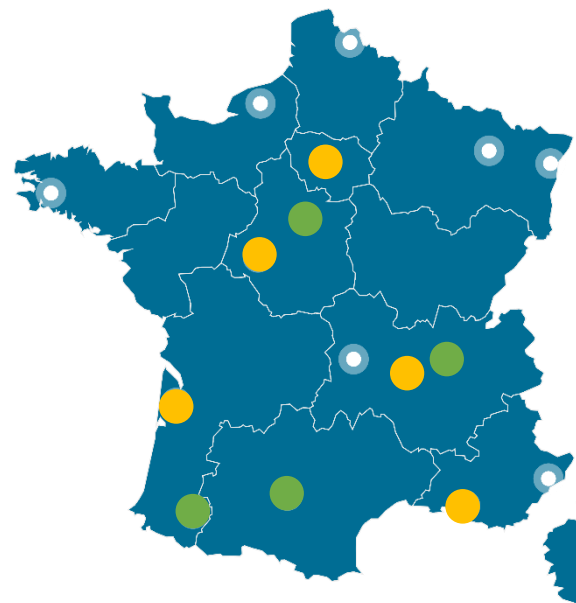
60 %

de retours à l'emploi à la
moitié de l'accompagnement

9 CREPI en action en 2019

- + Gironde
- + Ile-de-France
- + Loire et Haute-Loire
- + Méditerranée
- + Touraine
- + Loiret
- + Lyon-Rhône
- + Occitanie
- + Pyrénées

Un essaimage est prévu sur
l'ensemble du territoire d'ici 2020 !





PAUSE - DÉJEUNER

47



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

2^{ème} PARTIE

AU-DELA DU CIR, CRÉER DES PARCOURS D'INTÉGRATION

48



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

TABLE RONDE

LA CONSTRUCTION DE PARCOURS LINGUISTIQUES

Modération : Isabelle AYRAULT, cheffe du bureau de l'apprentissage de la langue et de la citoyenneté, DAAEN

Avec :

Esther DOMINIQUE, directrice adjointe de l'accueil et de l'intégration, OFII

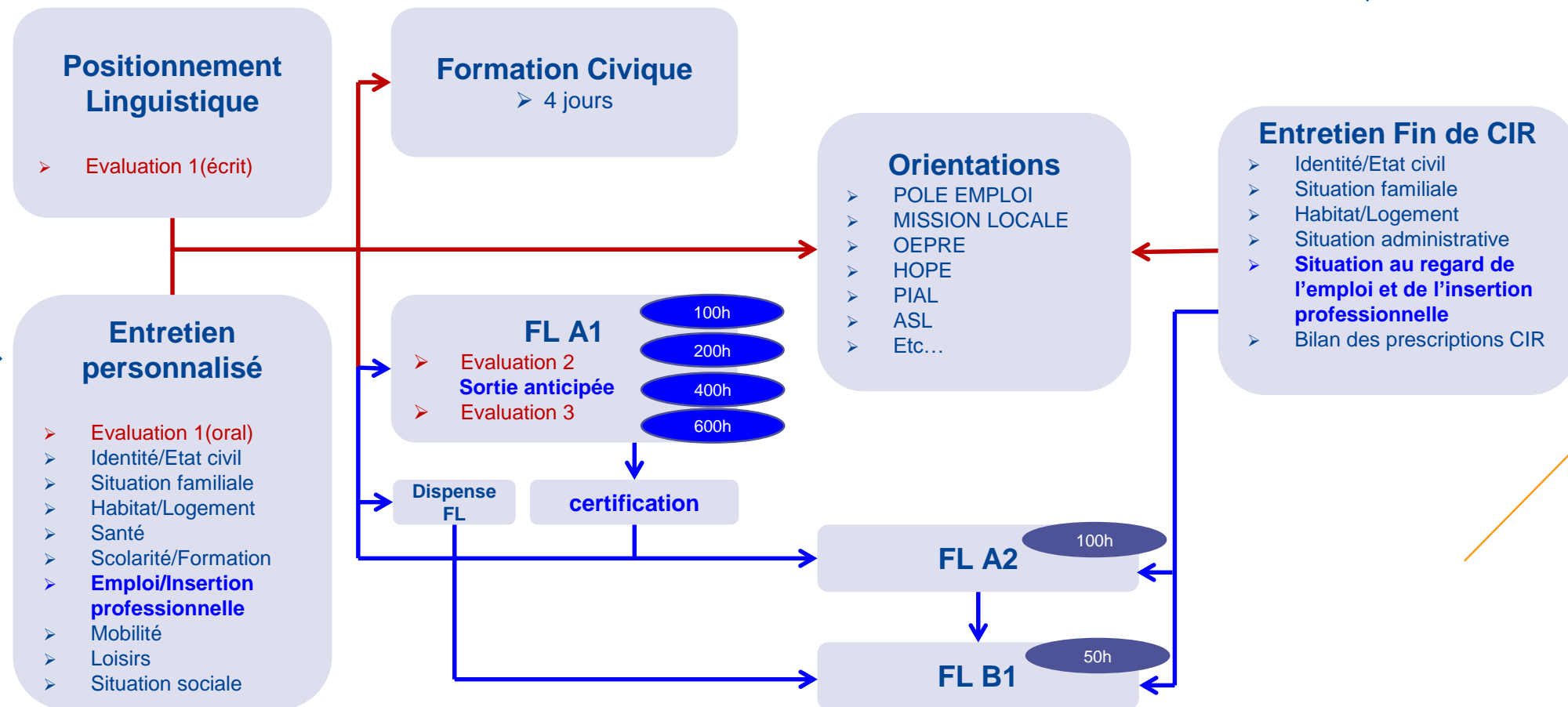
Blandine FORZY, directrice et co-fondatrice, Réseau des acteurs de la dynamique ASL (RADyA)

Martine DARCHELET, cheffe de projet pédagogique, Alliance Française

Christine BARRET-LABRE, responsable de l'information sur l'offre de formation, Défi-Métiers

Ludovic CARPENTIER, chargé de coordination de Réseau EIF-FEL, Service égalité intégration inclusion, Ville de Paris

LE PARCOURS CIR-OFII



50

Réseau des Acteurs de la Dynamique des ASL



1> Fort ancrage territorial et partenarial

Mise en œuvre d'une démarche actionnelle

2 > Formation-action

pour le développement des compétences des acteurs

3 > Site www.aslweb.fr :

mutualisation de ressources co-élaborées

2 > Carte des compétences

Articulation des compétences sociales et communicatives en immersion :

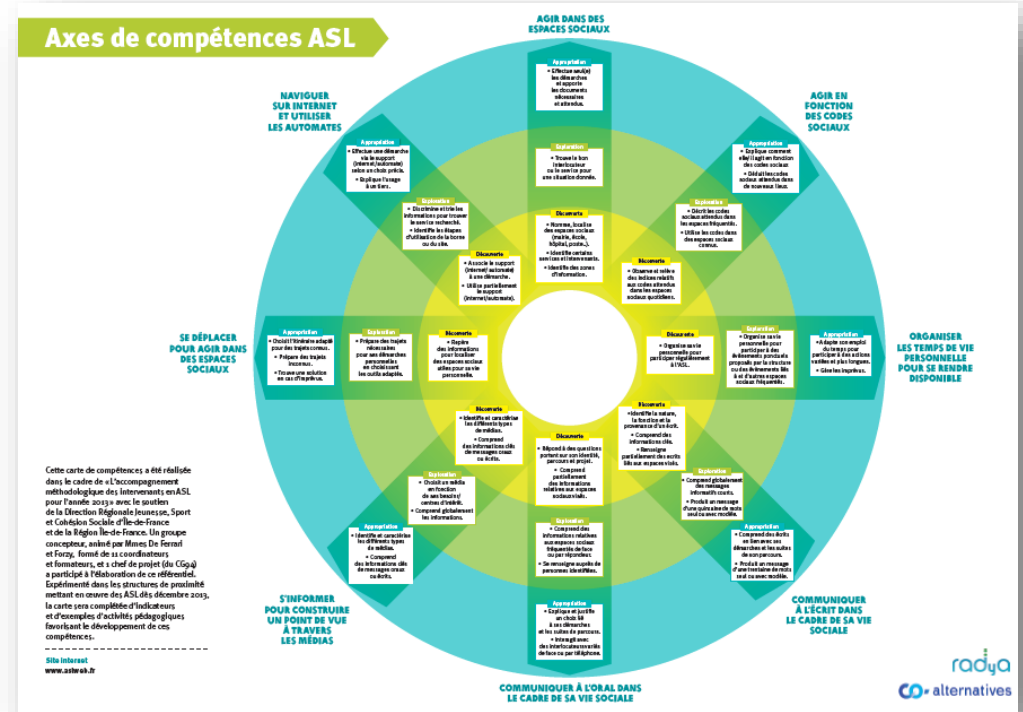
Communication orale / écrite

Codes sociaux, Mobilité, Médias...

Parcours possibles

entre l'offre OFII et les ASL:

> Exemples



MOOC

TRAVAILLER
EN FRANCE

Collection de MOOC



90h de formation disponibles
dès le 31 mars 2019

24h/24 et 7j/7



TRAVAILLER
EN FRANCE

Clés linguistiques et codes
sociaux du monde
professionnel

À partir du niveau A2

Supports interactifs et
dynamiques

À destination de personnes
primo-arrivantes



LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE



tremplin



Alliance Française
Paris IledeFrance



I. Compétences transversales du monde professionnel

- ▶ I - Je recherche un emploi
- ▶ I - Je m'intègre dans l'entreprise
- ▶ I - Je travaille en collaboration
- ▶ I - Je participe à la vie sociale
- ▶ I - Je gère des situations inhabituelles
- ▶ I - Je fais un bilan et je développe mes compétences

II. à V. Compétences spécifiques à un secteur, à un métier

- ▶ II - Bâtiment
- ▶ III - Hôtellerie, restauration
- ▶ IV - Informatique
- ▶ V - Santé
- ▶ VI - Services aux personnes et aux entreprises

Spécificités



- **Deux formateurs virtuels**
- **Une identité visuelle facilitant la projection de l'apprenant**
- **Un enseignement dynamique où l'apprenant est actif**
(vidéos, exercices autocorrectifs, etc.)

La cartographie nationale portée par le Réseau des Carif-Oref : outil de repérage et d'articulation de parcours

➤ Identification de l'offre de formation linguistique :

- Offre de l'**OFII** (Parcours règlementaire et complémentaires)
- Offre conventionnée (Régions, Conseils Départementaux, Pôle emploi, Opca)
- Offre subventionnée **Bop 104** (DDCS/DRJSCS/DGESCO) : Ateliers socio-linguistiques; Ouvrir l'école aux parents pour la Réussite des Enfants
- Offre non conventionnée **certifiante** dont :
 - DILF ... DELF et DELF PRO, DCL
 - TCF , TEF, Ev@lang
 - CléA.....
- et non certifiante : français langue étrangère, français à visée professionnelle, alphabétisation.

Recherche de formations linguistiques

Cartographie nationale de l'offre de formation linguistique
L'apprentissage du français pour les primo-arrivants, de l'intégration à la certification professionnelle

Cadre européen: indifférent

Quoi ?
Ex: Certificat Voltaire, DELF... (ou code Certif Info/ROME)

Conventionné: indifférent

mon CompteFormation

Afficher les formations potentiellement éligibles au compte personnel de formation

Afficher toute offre de formation
(y compris des formations ayant déjà commencé dans l'année)

Où ?
Ex: Le Lamentin, 69, Corse... Ex: Mamoudzou, Chirongui...

Annuler Valider

14885 actions de formation référencées

dans la cartographie nationale de la formation linguistique à destination des primo-arrivants composée de :

- l'offre financée du Ministère de l'Intérieur (OFII, ASL, OEPRE),
- l'offre des collectivités territoriales (région, département),
- l'offre de Pôle emploi
- l'offre certifiante non conventionnée.

15 000
actions de
formation
référencées



Un appui aux auditeurs OFII et des prestataires du marché pour la poursuite de parcours.
Un référencement actualisé en lien avec les financeurs.
Des flux quotidiens dans les systèmes d'information de Pôle Emploi et des Missions Locales.





OFII
OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION
ET DE L'INTÉGRATION

CIR
Contrat d'Intégration Républicaine

Parcours linguistique réglementaire



Parcours linguistiques complémentaires

MONDE ASSOCIATIF

Mère sans projet professionnel
Infra A.1

Femme éloignée du marché du travail
Infra A.1

« OEPRE - Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants »

ASL - Ateliers sociolinguistiques

Dispositifs linguistiques régionaux

SPE

Jeune en insertion
Infra A.1

EVALUATION
A.1

ACCOMPAGNEMENT
Missions Locales

ASL - Ateliers sociolinguistiques

Partenariat OFII-SPE

ENTREPRISES

Salarié intérimaire
Infra A.2

PLAN FORMATION

POEC

CERTIFICATION ATTESTANT LE NIVEAU A.2

mon CompteFormation

➤ Développer des compétences langagières et socio-culturelles

➤ S'insérer dans la vie professionnelle, accéder au marché de l'emploi

CERTIFICATION ATTESTANT LE NIVEAU A.1

➤ Acquérir et développer les compétences langagières en situation de travail

Réseau EIF-FEL :

Evaluation, Information, Formation – Français En Liens



Coordination des acteurs & des dispositifs
d'apprentissage du français à Paris

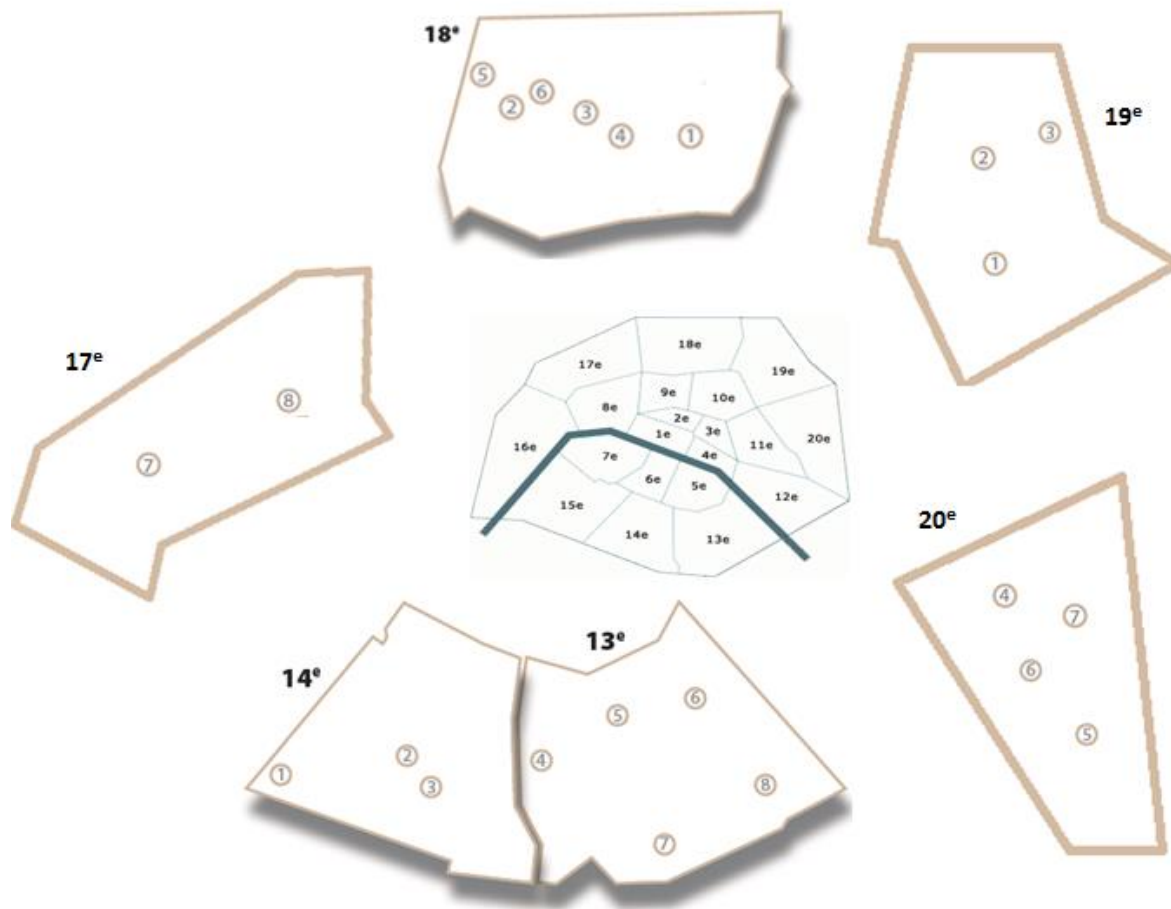


Objectifs :

Mettre en réseau et fédérer les acteurs du français à Paris (opérateurs comme prescripteurs) pour :

- **Améliorer l'orientation/prescription** des candidats à l'apprentissage du français en fonction de leurs besoins et de l'offre disponible
- **Créer & sécuriser des parcours** en lien avec l'insertion professionnelle à travers l'articulation des différentes offres du territoire
- **Identifier des besoins non couverts**

Activité « Permanences d'évaluation »



Une équipe de 7 ECPL :

- Évaluent
- Préconisent des formations
- Font un suivi des parcours

LES ATELIERS « OUVRIR L'ÉCOLE AUX PARENTS POUR LA RÉUSSITE DES ENFANTS » (OEPRE)

INTRODUCTION :

Alexandre GROSSE, chef du service du budget, de la performance et des établissements à la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO)

Avec :

Mélanie VOLLE, enseignante au collège Georges Clémenceau de Mantes-la-Jolie (académie de Versailles)

Akila CHABIRA et Maria Evangelina MORAN CUEVAS, témoins



PARTICIPER À LA VIE CITOYENNE

Modération : Romain VARENE, Eurogroup consulting

Avec :

Philippe LIMOUZIN, directeur technique national, Fédération française de badminton

Eunice MANGADO-LUNETTA, directrice des programmes, association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV)

Hugues GUENASSIA DE FERRAN, directeur adjoint, Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris

FEDERATION FRANCAISE DE BADMINTON

<https://www.dailymotion.com/video/x6g5srm>

LE RÉSEAU DES ACCUEILLANTS DE L'AFEV



L'Afev –premier réseau d'engagement étudiant a mis en place un « **réseau des accueillants** » : soit un réseau de jeunes engagés proposant aux familles nouvellement arrivées en France **un accompagnement citoyen**, adapté à leurs besoins et en complément de l'action des professionnels et des institutions.

Concrètement, ce "réseau des accueillants" est constitué de jeunes engagés de l'Afev :

- **bénévoles**, plutôt orientés sur l'accompagnement individuel d'enfants et d'adolescents, en lien avec leur famille et leur structure scolaire
- **en service civique** plutôt orientés sur des actions collectives intervenant parfois en lien direct avec les enseignants des UPE2A au sein des établissements scolaires

Paroles de bénévole : « J'accompagne un jeune d'origine syrienne qui est arrivé en France l'année dernière. Nous faisons surtout des sorties, on parle en français, je lui fais découvrir la ville.. Pendant toute une journée il nous a aidés à animer et à organiser un festival que nous co-organisons avec un centre social. C'était chouette de le voir s'impliquer et de prendre plaisir à nous apporter son aide et à animer avec des jeunes. »

TABLE RONDE



LA COORDINATION LOCALE, CLÉ DE L'EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE D'INTÉGRATION

Modération : Thierry JOHNSON, chef du bureau des ressources et de la synthèse, DAAEN

Avec :

Anna PICCINNI, analyste politique au centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE

Leandro MONTELLO-FRANÇA, chargé de mission immigration, asile, intégration, hébergement, SGARE Grand Est

Chloé LOMBARD, secrétaire générale adjointe de la préfecture de l'Isère et référente départementale intégration

Murielle MAFFESSOLI, directrice, association observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV)



Agir ensemble pour l'intégration locale des migrants et des réfugiés – OCDE/UE

Principaux Résultats

- **Base de données sur la présence et les résultats de l'intégration des migrants au niveau régional** (318 régions dans 29 pays sur les 35 de l'OCDE) + Outil de visualisation des données
- Résultats d'enquête auprès de **72 villes européennes**
- **10 études de cas approfondies**
- **Synthèse:** un outil pour l'orientation et la vérification de l'action publique : **“Checklist pour l'action publique en faveur de l'intégration des migrants au niveau local”**
80 pratiques locales répertoriées





Checklist pour l'action publique en faveur de l'intégration des migrants au niveau local

- **Bloc 1 - Contexte institutionnel et financier**

Coordination Verticale-Horizontale/ Intersectorielle/ et Financière

- **Bloc 2 - Temps et proximité spatiale: des clés pour l'intégration**

Inscrire l'Action dans la Durée / des Espaces publics communs/ Engager la Société Civile

- **Bloc 3: Capacités pour formuler et mettre en œuvre les politiques**

Capacité et diversité du secteur public/Coopération avec les ONG et le monde économique/ Evaluation

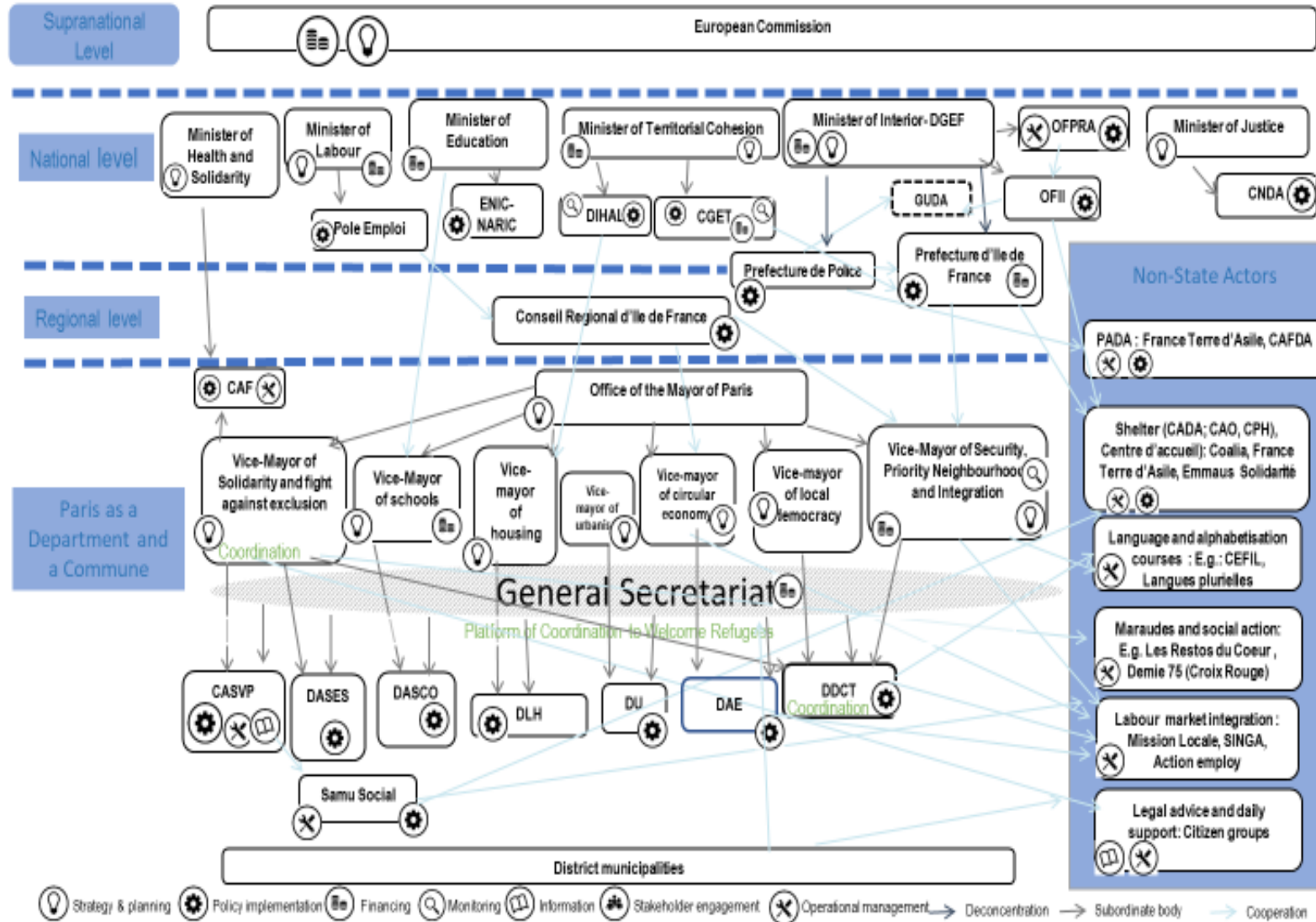
- **Bloc 4: Politiques sectorielles liées à l'intégration**

Emploi/Logement/Action sociale et santé/ Education

= 12 Priorités pour renforcer la coordination et l'efficacité de l'action publique



Bloc 1: Cartographie Institutionnelle – Paris





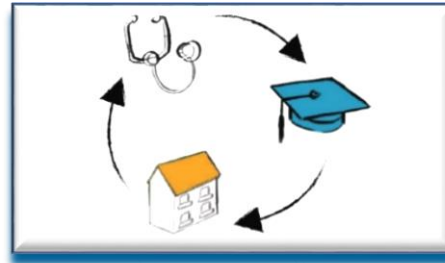
Améliorer la coordination verticale et la cohérence des politiques au niveau local

Coordination pluri-niveaux:

- Autorité Nationale/Objectifss/ Plan d'Action
- Syst. de protection national des DA./Ref
- Indicateurs pluri-niveaux

niveaux Cohérence des politiques:

- Stratégie d'intégration locale
- Communication
- Unité/Autorité dédiée à l'intégration des réfugiés



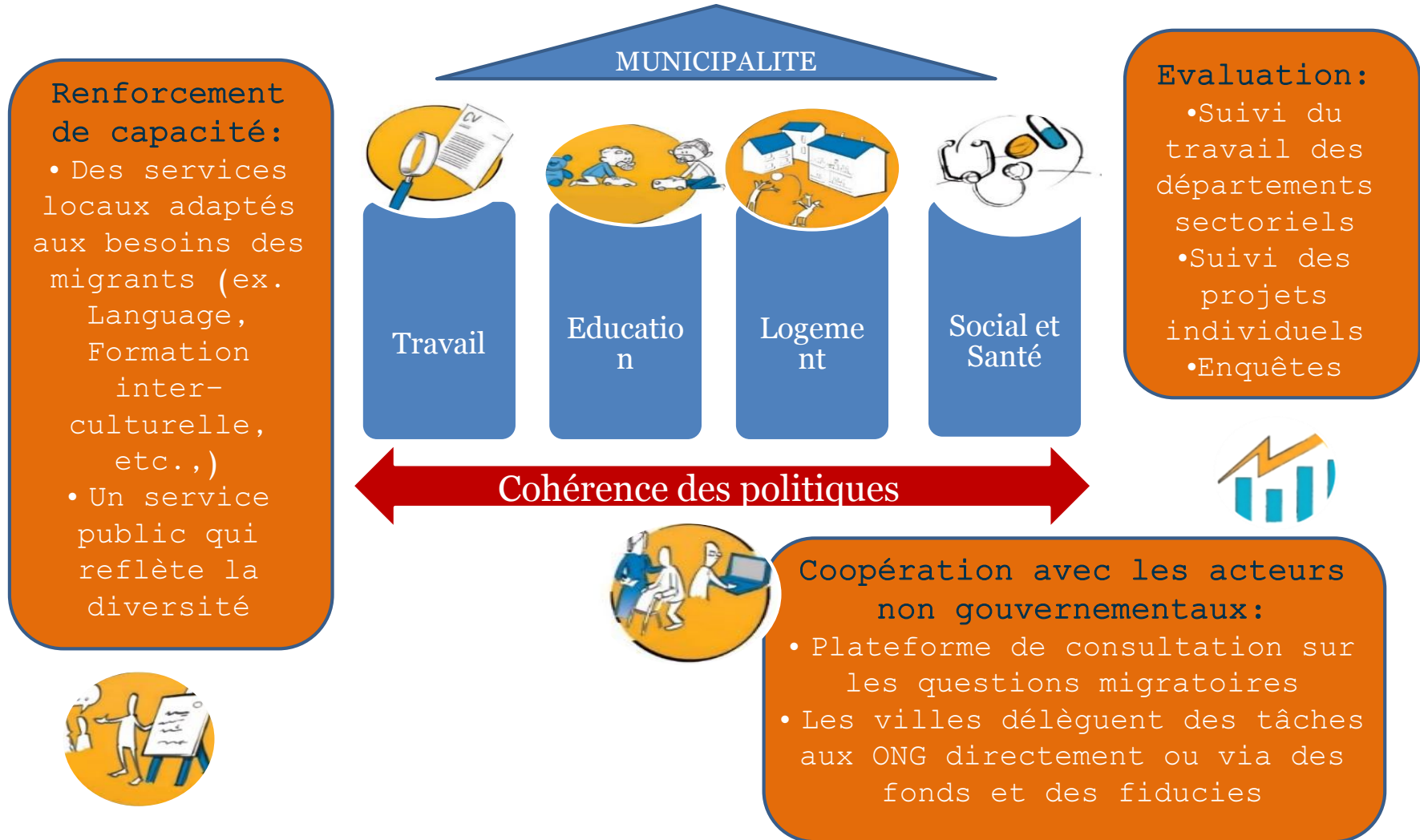
- Feuille de route:
 - Guichet unique
 - Éviter les ruptures dans le processus d'intégration

Mécanismes de consultation des migrants

Financer l'intégration



Capacités pour formuler et mettre en œuvre les politiques



Coordination Grand Est

Constats initiaux (2017)

70

1. Une faible articulation entre échelons régional et départemental
2. Une logique de parcours souvent peu respectée
3. Une interaction à revoir avec la politique de la ville

Coordination Grand Est

Une concertation renouvelée (2017-2019)

Groupe de travail « intégration » fin 2017-début 2018

- > Animation SGARE et DRDJSCS, participation DDCS, préfectures, OFII, DRDFE, DAAEN
- > Propositions sur trois axes, issus des trois problématiques
- > Mise en place d'une gouvernance régionale renouvelée

71

Comité technique « intégration » - 2019

- > Associe l'ensemble des services de l'État concernés (cohésion sociale, emploi, santé, éducation et culture) – visioconférences mensuelles : partage d'informations
- > Intégration des primo-arrivants et des réfugiés traités par la même instance / notion de parcours
- > Niveaux décisionnels restent les mêmes (instances collégiales réunissant les directeurs régionaux et les préfets ou leurs représentants)



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**

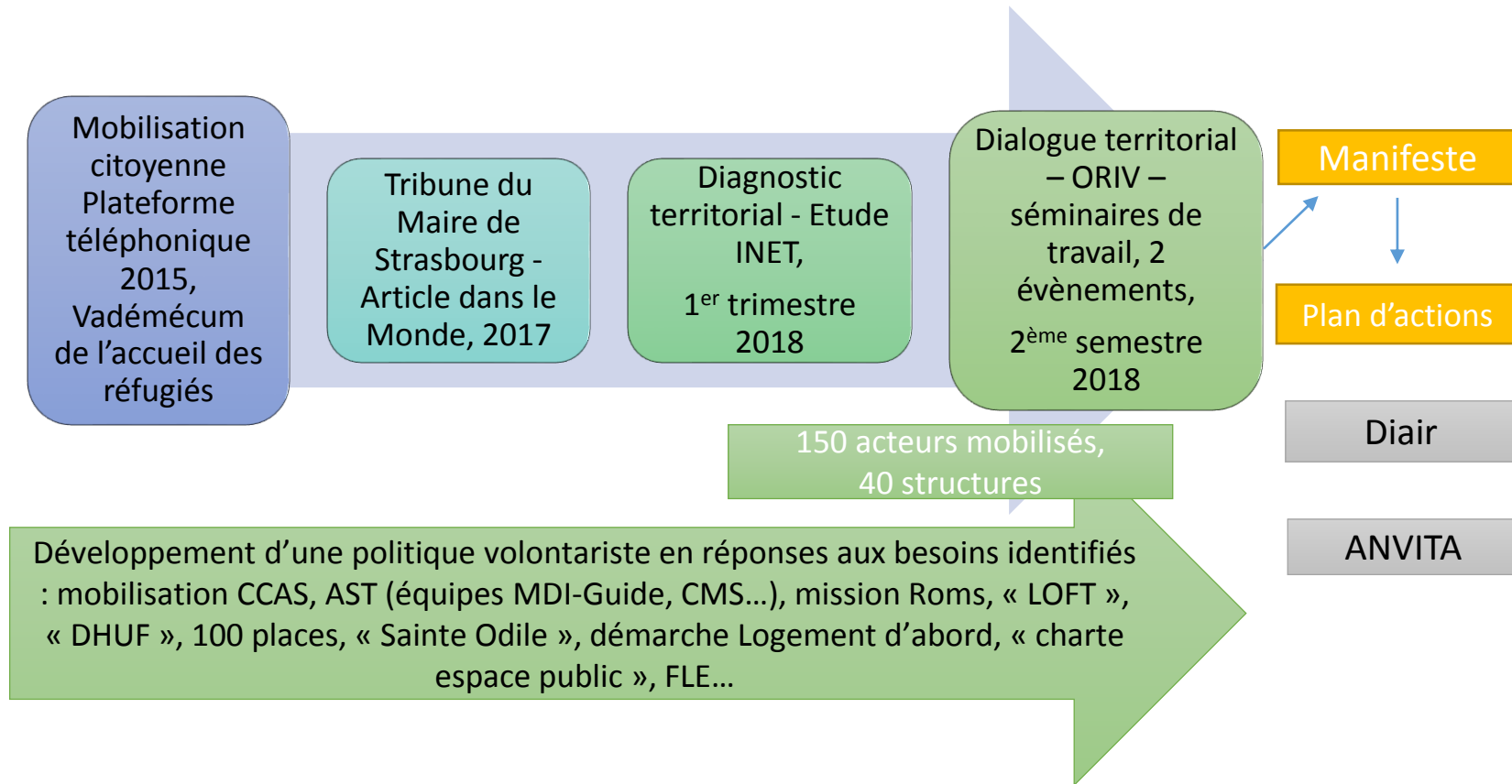


« Strasbourg, Ville Hospitalière »

Un accueil digne et de qualité pour les migrants vulnérables



Une démarche inscrite dans la continuité de l'engagement du territoire depuis de nombreuses années





Le Manifeste, un acte d'engagement du territoire

Un acte d'engagement collectif et politique fort dont la ville se fait facilitateur et acteur sur le territoire (coproduit avec les acteurs)

Qui témoigne de la mobilisation de la communauté d'acteurs de Strasbourg à travers la démarche « ville hospitalière »

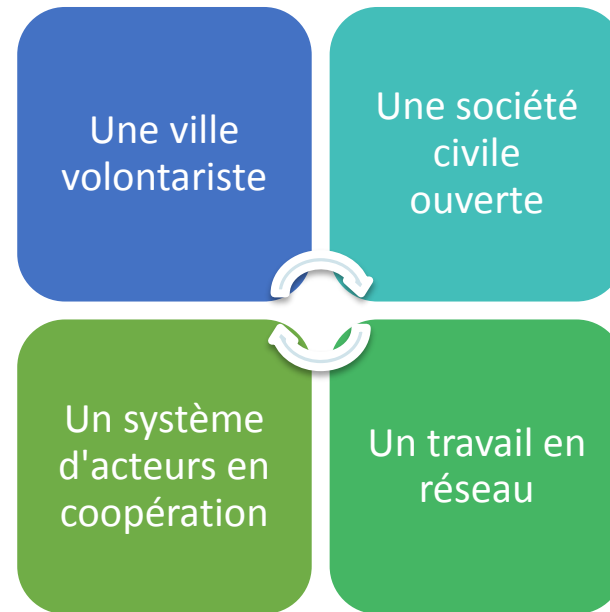
Qui pose un cadre commun d'actions

Pour partager l'avenir autour des enjeux d'accueil des personnes migrantes vulnérables sur notre territoire

Et développer des actions nouvelles



Suite au travail partenarial mené, formalisation d'un Manifeste rendant compte de la mobilisation de la communauté des acteurs autour de 4 engagements



Une logique d'actions concertées pour favoriser un meilleur accueil et une plus grande cohésion sociale

CLÔTURE DE LA JOURNÉE

Agnès FONTANA,

Directrice de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN/DGEF)

76



**LE PARCOURS
D'INTÉGRATION
RÉPUBLICAINE**